

NOUVELLE
FORMULE
100%
POLITIQUE

3€

regards

N°38/DÉCEMBRE 2013

PARTI SOCIALISTE LA GAUCHE FANÉE



ENQUÊTE
FRANCE 2
PORTRAIT
D'UNE
GÉNÉRATION

MARINE
LE PEN
AMBITIONS
EUROPÉENNES

EMPLOI
ET ÉCOLOGIE
UN COUPLE
MAL EN POINT

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoit Borrits, Sophie Courval,
Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot,
Emmanuel Riondé, Marion Rousset,
Catherine Tricot, Nathanaël Uhl

Secrétariat de rédaction
Sophie Courval

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°36

p.4 Autoportrait

Marie-Pierre Vieu

p.6 Dossier

PS, la gauche fanée

p.16 Écologie et emploi

Un couple mal en point

p.20 Isabelle Lorand

Hollande, tu vas abdiquer

p.22 Marine Le Pen

Ambitions européennes

p.32 Utopies concrètes

Bitcoin, ange ou démon ?

p.32 L'opinion au scalpel

Portrait d'une génération

p.38 Sur un plateau

François Hollande

« I>télévisé et BFMisé »
dans l'affaire Leonarda

p.50 On signale les essais

p.52 Leila Chaibi

Billet doux



Abonnez
vous
page 51

En attendant que ça pète

Surfant sur la désespérance politique, le FN se frotte les mains. Pour preuve, Marine Le Pen rêve tout haut qu'une dissolution de l'Assemblée serait incontournable si son parti arrivait en tête le soir des élections européennes. En attendant, comme nous l'explique dans ces pages Catherine Tricot, la leader frontiste prend le risque de brouiller son image de respectabilité en menant une tournée des partis d'extrême droite européens, fussent-ils bruns de bruns. La bête immonde nous guette. Dans le même temps, les ressorts d'une révolte émancipatrice façonnent aussi le paysage social, idéologique et politique. Avant mai 68, on a coutume de dire que la France s'emmerdait. On dira sans doute qu'avant l'insurrection susceptible de s'annoncer, la France désespérait. L'enquête sur les jeunes menée par France 2 est de ce point de vue réconfortante : 61 % d'entre eux se disent prêts à participer à un mouvement de révolte de l'ampleur de mai 68. Pour l'heure, le raccord avec les espaces militants reste pour le moins incertain et le climat, à l'université ou ailleurs, n'indique pas une montée imminente de la contestation radicale. Mais sait-on jamais... Dans sa chronique, Isabelle Lorand voit grandir le mouvement contre la hausse de la TVA qui réussira, estime-t-elle, à faire reculer le gouvernement. Guillaume Liégard note combien les ressentiments à l'égard d'un PS « *de droite complexée* » gagnent les esprits. Signe qu'une bonne gauche est attendue. Qu'elle vienne de la rue, de la pensée critique et/ou des urnes, encore faut-il qu'elle arrive à temps. Tenant de l'espérance en politique, *Regards*, ce mois-ci encore, se frotte les poings. ↪ CLÉMENTINE AUTAIN

AUTOPIORTRAIT

Marie-Pierre Vieu

répond à notre questionnaire de Proust



Née le 1er février 1967.

Issue d'une famille de cheminots, fille d'un maire-adjoint communiste de Tarbes

◆
Ancienne présidente de l'UNEF

◆
Membre du comité national du Parti communiste
et de la coordination nationale du Front de Gauche

◆
Conseillère Régionale Midi-Pyrénées
et tête de liste Front de Gauche aux municipales à Tarbes

Ma vertu préférée

Ne pas avoir peur du conflit.

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

L'écoute.

Mon principal défaut

L'impatience.

Mon occupation préférée

Rêver... et manifester aussi:-)

Mon rêve de bonheur

Rester amoureuse, très très longtemps...

Ce que je voudrais être

À six ans, je voulais être clodette, à quarante je me suis retrouvée Mélenchonette. Disons qu'à soixante j'espère être autonome...

Le pays où je désirerais vivre

Le mien, avec la vi^e République en plus.

Ma couleur préférée

Le rouge coquelicot, le blanc du muguet du 1^{er} mai.

La fleur que j'aime

La fleur du tournesol, solaire et estivale.

Mes auteurs favoris en prose

Dumas des 45, Kessel du *Tour du malheur*, Cohen de *Belle du seigneur*, Aragon du *cyclone du monde réel*, Duras du *Ravissement*, plus Modiano, Ernaux et depuis peu, Colum Mc Cann.

Mes héros dans la fiction

Jean Valjean. On n'a jamais trouvé plus humain !

Mes héroïnes favorites dans la fiction

La Princesse de Clèves, une intégrité qui a même réussi à ébranler la Sarkozie...

Mes héros dans la vie réelle

Tous ceux qui continuent à résister, lutter et espérer. Sans hiérarchie aucune !

Mes héroïnes de l'histoire

Les mêmes qu'au masculin. Avec les visages de Marie Claude Vaillant Courtier, Danièle Casanova, Madeleine Riffaud. Éternelles rebelles...

Ce que je déteste par-dessus tout

L'impuissance.

Personnages historiques que je méprise le plus

Je pense que Margaret Thatcher a une place particulière dans mon « panthéon » personnel. Remember Bobby Sand...

La réforme que j'estime le plus

Il y a toutes celles du Front Pop. Mais pour moi la séparation de l'Église et de l'État ou l'abolition de la peine de mort sont essentielles.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

Celles qui sont commises par souci de ne pas blesser l'autre.

Ma devise

Celle universelle du poète Mahmoud Darwicht : « *Nous souffrons d'un mal incurable : l'espoir.* »

Mon état d'esprit actuel

Combatif!

PARTI SOCIALISTE

LA GAUCHE

FANÉE

**Entre ceux, en manque de gauche,
qui claquent la porte et ceux qui
se moulent dans l'austérité ambiante,
le PS se reconfigure. Analyse.**

PARTI SOCIALISTE ÉTAT DES LIEUX

**Tiraillé entre sa gauche et sa droite,
le Parti socialiste pédale dans la semoule.
De l'appel à une « union nationale »
aux espoirs d'un changement de cap
gouvernemental, les dirigeants socialistes
tergiversent. Explication.**

Fin novembre et début décembre, deux événements ont marqué l'espace politique du socialisme français. Dans *Le Figaro* du 27 novembre, le député socialiste du Gard, Pascal Terrasse, appelle à une union nationale sur le modèle allemand. Officiellement, parce qu'il faut « passer de l'austérité à la sobriété », ce qui suppose un « assouplissement du marché du travail » et une « discipline sociale » reposant sur le consentement. Il faut donc trouver une base politique

majoritaire pour fonder ce consentement: cela passe par un recouplement de la droite et de la gauche. C'est ce réajustement, qui transcende les frontières partisanes de la droite et de la gauche, qui est ici appelé « union nationale ». Comble de l'ironie: pour justifier l'abandon complet de la logique régulatrice de l'État-providence, le député se réclame... du Conseil national de la Résistance qui avait légitimé la logique en question.

Au même moment, Pierre Laroutourou décide de quitter une nouvelle fois le Parti socialiste pour créer une nouvelle

formation politique, baptisée « Nouvelle Donne », où il se retrouve avec Bruno Gaccio, l'urgentiste Bruno Pelloux, le philosophe Edgar Morin et avec Isabelle Attard, députée du Calvados qui vient de quitter Europe-Écologie-Les Verts. La « Nouvelle Donne » évoque explicitement le New Deal de Franklin D. Roosevelt. L'économiste et conseiller régional francilien, qui se fit connaître en plaident pour la « semaine de quatre jours », a été proche de Michel Rocard et a rejoint brièvement les rangs d'Europe-Écologie. Il plaide ouvertement pour une politique volontariste, de filiation keynésienne, centrée sur la lutte contre le chômage.

TROIS LIGNES DE DÉBAT

En fait, les deux informations sont à l'image du maelström qui affecte l'ensemble du parti. Comme à l'accoutumée, l'exercice du pouvoir perturbe la répartition des forces entre la droite et la gauche. La motion majoritaire au Congrès de Toulouse (octobre 2012) regroupe à la fois Manuel Valls, Benoît Hamon, Arnaud Montebourg et Henri Emmanuelli. La gauche socialiste est ainsi officiellement minorée. Les motions déposées par Emmanuel Maurel et Stéphane Hessel (avec Pierre Larroutourrou) se sont partagé un quart des votes et Emmanuel Maurel lui-même a recueilli un peu plus de 27 % quand il s'est agi de désigner le premier secrétaire du parti.

En fait, le parti majoritaire voit les attitudes internes se répartir autour de trois

**Un maelström
affecte
l'ensemble du
parti socialiste,
englué dans
un soutien
plus ou moins
enthousiaste au
gouvernement.**

lignes de débat. Les deux premières sont classiques et portent sur la gestion gouvernementale et sur les alliances politiques. La logique institutionnelle englue pour l'essentiel les socialistes, comme tout parti majoritaire, dans un soutien plus ou moins enthousiaste au gouvernement en place. Les amis d'Emmanuel Maurel ont certes réclamé dès le printemps un « *changement de cap* » vers une « *relance économique et sociale* », mais la discipline parlementaire est là pour tempérer les ardeurs. Le 17 septembre, dans les colonnes du *Figaro*, le bouillant Laurent Baumel, le leader de la « Gauche populaire », récusait l'abstention sur le vote du budget au

nom de la discipline majoritaire, la rupture étant « *un acte extrêmement grave que nul n'envisage aujourd'hui* ». Quant au jeu des alliances, il oppose, dans un continuum classique de la droite à la gauche, ceux qui souhaitent approfondir la logique du recentrage (Pascal Terrasse en énonce la variante extrême) et ceux qui plaident pour une union de la gauche traditionnelle, sous leadership socialiste, à l'image de Marie-Noëlle Lie nemann ou de Paul Quilès.

Le troisième débat, le moins reconnu, n'est pas le moins décisif. Il porte sur l'arrière-plan sociologique du dispositif politique et il a été récemment mis sur le devant de la scène par le think tank socialiste Terra Nova. On se souvient que, en mai 2011, à la veille de l'élection présidentielle, un rapport du très médiatique laboratoire d'idées a mis le feu aux poudres. Il partait d'un double constat, dans la continuité du « post-matérialisme » de Ronald Inglehart (1977) : l'éclatement des catégories populaires entre intégration et précarisation ; le recul des « déterminants économiques » du vote ouvrier, au profit des « déterminants culturels », « hystérisés par l'extrême droite ». Le rapport préconise alors une stratégie électorale rassemblant, autour du « libéralisme culturel », les couches moyennes et les

catégories populaires fragilisées. Le document a provoqué le malaise voire la réprobation dans les rangs socialistes. Le politiste Frédéric Sawicki s'est ainsi insurgé dans le quotidien *Libération* (10 juin 2011) contre ce qu'il considère comme un « *mépris de classe* ». Récusant la tendance à l'utilisation de « catégories fourre-tout » (insiders-outsiders, minorités, quartiers...), il reproche vivement à Terra Nova d'ignorer que le désarroi des catégories populaires « *a d'abord des causes socio-économiques et politiques et non pas culturelles* », ce qui, selon lui, renvoie aux politiques publiques davantage qu'aux translations des mentalités. En novembre 2011, autour du député d'Indre-et-Loire Laurent Baumel, un Plaidoyer pour une gauche populaire propose aux socialistes de « *renouer avec la vocation identitaire de la gauche* », en retrouvant la base sociale pour laquelle elle est censée agir. Les animateurs de ce nouveau courant plaident ainsi, à rebours de Terra Nova, pour rétablir la prééminence du social sur le sociétal. La distance à l'égard du « *libéralisme culturel* » pousse même certains d'entre eux à revaloriser fortement la demande de sécurité exprimée dans les milieux populaires. Le 22 août 2011, le cofondateur de la Gauche populaire, François Kalfon, déclare ainsi

au *Figaro* que si Manuel Valls est populaire, « c'est parce qu'il est clair sur la sécurité ». Pour le conseiller régional d'Île-de-France, le pire pour la gauche serait de revenir à « l'angélisme » qui, à ses yeux, pénalisa la gauche jusqu'à Lionel Jospin.

UN NOUVEAU BLOC JACOBIN

C'est la jonction des trois débats qui délimite le champ des possibles à l'intérieur du Parti socialiste. À ce jour, la seule cohérence véritablement développée est celle qu'exprime Terra Nova, qui recoupe les formulations plus ou moins affirmées du « social-libéralisme », théorisées par Ulrick Beck et Anthony Giddens, portées par le Britannique Tony Blair et que Manuel Valls avait été un des rares à proposer directement lors de la primaire qui avait désigné le candidat socialiste à la présidentielle. Le point de départ est clairement énoncé dans le rapport de mai 2011 : « *Le modèle de société porté par la social-démocratie – l'économie sociale de marché autour de l'État-providence – n'est plus compatible avec le nouveau monde globalisé.* » Dès lors, il n'y a pas d'autre voie que celle qui consiste à intérioriser les normes financières et marchandes de ladite « mondialisation », en les

Pour François Kalfon, le pire pour la gauche serait de revenir à « l'angélisme » qui, à ses yeux, pénalisa la gauche jusqu'à Lionel Jospin.

régulant à la marge par la mise au travail (réduction de « l'assistanat ») et par un « ordre juste » garant de la sécurité publique. Dans une société politique toujours bipolarisée, il convient donc de cultiver une ligne de partage dépassant l'antique clivage du public et du privé, de l'égalité et de l'autorité. Autour d'un « libéralisme culturel » qui s'accorde volontiers du recours à l'ordre et à la sécurité, il s'agit de définir les contours d'un nouveau « bloc jacobin », culturellement déporté vers

la droite et piloté par les groupes experts et stabilisés, garantes par excellence de la « bonne gouvernance » dont se réclame l'Union européenne. Un bloc, en tout cas, dans lequel les catégories populaires sont éparpillées en agrégats statistiques (quartiers, minorités, jeunes chômeurs, femmes sans emploi...) que nulle « classe » ne peut plus rassembler.

Telle est, qu'elle soit ou non encore bien formalisée, la logique vers laquelle tend le recentrage en cours à la tête de l'État et à celle du parti dominant. Elle a pour elle d'être devenue un pivot des social-démocraties européennes. Elle a contre elle de heurter encore une part de la mouvance socialiste française, qui s'est toujours refusée à l'importation doctrinale d'un modèle de type « Bad-Godesberg ». Mais, pour l'instant, son principal atout est dans la cohérence incertaine d'un pôle de gauche. Entre la social-démocratie classique d'un Henri Emmanuelli, le néovolontarisme d'un Emmanuel Maurel et la tentation plus ou moins « populiste » des proches de Laurent Baumel, la synthèse n'est pas si aisément discernable. Que Pierre Larroutourou se soit résolu à quitter le navire en dit long sur les blocages

structurels de la vieille organisation. Une synthèse néokeynésienne ouvrant la voie à une relance social-démocrate n'est pas impensable. Elle est pénalisée par l'image qui est la sienne d'une nostalgie des équilibres d'antan. Elle est encore incertaine sur ses substrats sociologiques : à quel « peuple » entend-elle s'adresser ? Elle reste classique dans ses conceptions de l'union de la gauche, peu ouverte aux interrogations nécessaires sur la crise profonde de la politique instituée.

Pour tout dire, elle n'échappe pas au flou de son projet et à l'incertitude de ses définitions proprement politiques. Une nouvelle synthèse peut-elle encore se construire au sein d'un socialisme si profondément engagé dans sa restructuration sociale-libérale ? Si ce n'est pas le cas, dans quel cadre peut-elle envisager son avenir.

De toutes les manières, la gauche de gauche a plus intérêt que jamais à observer attentivement ce qui se passe de ce côté de l'échiquier politique. De sa capacité à renouveler et à rassembler tout à la fois dépendront une bonne part des dynamiques politiques possibles et, partant, des visages de la gauche à venir. ● ROGER MARTELLI

QUAND LE PARTI SOCIALISTE EXASPÈRE

**Le Parti socialiste a le don... d'agacer
le monde et ce, jusque dans ses rangs!
La preuve.**

Le Parti socialiste énerve c'est le moins qu'on puisse dire. Sa capacité à se revendiquer de la gauche, voire à s'autoproclamer comme la seule gauche possible suscite de nombreuses réactions de rejet. Les expressions assassines qui fleurissent sont loin d'être l'apanage de militants ou d'intellectuels fortement ancrés dans la gauche radicale. Dernière sortie en date qui traduit bien le sentiment diffus qui existe très largement au sein de la gauche, le propos de Bruno Gaccio : « *Il faudrait un Parti socialiste mais de gauche!* » Il y a quelques mois et en écho au slogan « la droite décomplexée » cher à Jean-François Copé, la formule utilisée par Frédéric Lordon au sujet du PS avait fait mouche : « *la droite complexée* ».

Le même affirmait que « *le socialisme de collaboration – vrai nom du "socialisme de l'offre"* – aura l'échec en plus de la honte ». Quant à Emmanuel Todd qui se définit lui-même comme un réformiste raisonnable et a soutenu la candidature de François Hollande dès le premier tour, il a déclaré récemment dans *Fakir* : « *Les mecs que je méprise, ce sont les énarques de l'Inspection des Finances, de la Cour des comptes et du Conseil d'État, qui se croient intelligents, alors que ce sont en général des super-glands intellectuels.* »¹ Quand on sait que François Hollande sorti huitième de l'ENA a choisi d'intégrer la Cour des comptes et qu'il aurait

1. <http://www.fakirpresse.info/Emmanuel-Todd-Ce-qui-mine-c-est-le-622.html>

pu rejoindre l'Inspection des finances, le propos est brutal.

Juste après la victoire de Nicolas Sarkozy, dans son livre *Après la démocratie*, Emmanuel Todd analysait déjà les conséquences politiques de l'ouverture à gauche par le président alors nouvellement élu. Éric Besson, Jean-Pierre Jouyet, Bernard Kouchner, Jean-Marie Bockel sans compter Fadela Amara et Martin Hirsch cela faisait quand même beaucoup. Pour qui s'intéresse à l'évolution du Parti socialiste, la facilité déconcertante avec laquelle Nicolas Sarkozy a réussi son entreprise de débauchage ne peut qu'interroger. Même si la plupart d'entre eux n'avaient obtenu que des postes symboliques dans le gouvernement Fillon, « *la symbolique est dévastatrice parce qu'elle met en scène la désintégration de l'identité socialiste, ou plus généralement de l'identité de la gauche* ». En 2008 Ségolène Royal pouvait faire campagne sous la bannière de « *l'ordre juste* » qui fleurait bon le sabre et le goupillon mais était étranger à l'histoire de la gauche. Aujourd'hui, le président Hollande n'a de cesse de devancer les exigences patronales nourrissant un vide idéologique qui laisse toute la place à la

« Il faudrait un Parti socialiste, mais de gauche »

Bruno Gaccio

montée de forces régressives tant sur le terrain social que démocratique. Le malaise traverse toute la gauche. Au sein même du giron socialiste circule la blague suivante :

« - Comment reconnaît-on un ancien ministre socialiste ?

- C'est celui qui s'assoit à l'arrière de sa voiture et qui attend qu'elle démarre ! » L'autodérision a bien des vertus, mais si la situation devait rester inchangée, il ne resterait que le cynisme et l'impuissance. ● GUILLAUME LIÉGARD

Écologie et emploi Un couple mal en point

**En ces temps de crise, force est de constater
que l'écologie cède souvent la place
à l'emploi. La réponse gouvernementale
au problème breton concernant
l'agriculture et l'agroalimentaire en est
un « imparfait » exemple.**

L'éologie était déjà l'ennemie bien connue de la modernité, chacun se rappelle de la formule toute en délicatesse qui postulait « le nucléaire ou la bougie ». Avec la violence de la crise, l'éologie est en passe de devenir l'autre ennemi de l'emploi. L'autre car, il ne faut pas rigoler, le principal adversaire du salarié demeure le salaire minimum, le code du travail, l'impôt sur les sociétés et la protection sociale. Avec la fronde contre l'écotaxe, de nombreuses déclarations ont pointé qu'avec le niveau du chômage en France, il n'était guère possible de s'embarrasser de considérations écologiques. Ségolène Royal a récemment apporté son soutien aux Bonnets rouges, « révolte citoyenne » avant de se rétracter quelque peu. À cette occasion, elle a brocardé l'écotaxe qu'elle avait pourtant soutenue jusque-là. Mais au-delà de [cette polémique](#), c'est l'argumentation utilisée qui doit être retenue : l'emploi doit être la seule préoccupation des différents gouvernants.

La difficile articulation entre des questions environnementales et la simple survie de populations entières est une question délicate dans bien des pays du Sud. Le dumping écologique entre pays ayant des normes contraignantes et d'autres pouvant s'affranchir de toute législation sur ce sujet est une réalité

qui a des conséquences sur l'emploi dans le cadre d'un marché mondial globalisé. Faut-il pour autant réautoriser l'industrie chimique à rejeter comme elle l'entend divers produits dans les fleuves et rivières ? À l'évidence non. Pourtant la petite musique qui consiste à baisser la garde sur ces questions devant le défi majeur du chômage se propage en France de manière croissante. Emploi et éologie, en apparence au moins, ne relèvent pas de la même temporalité. Les problèmes liés à la question du réchauffement climatique apparaissent lointains et diffus, quand la fermeture d'une usine ou la crise d'un secteur industriel poussent à des solutions immédiates. Face à la gronde toujours redoutée des pêcheurs, on sait le gouvernement embarrassé par la question des quotas de pêche. Mais le dossier breton prend des proportions hallucinantes et passe à côté de l'essentiel, la remise à plat d'un modèle productiviste à bout de souffle. Avec « Le pacte d'avenir pour la Bretagne », lancé par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, pour tenter de trouver des solutions à la crise économique et sociale que traverse la Bretagne, le gouvernement poursuit une politique de gribouille à la petite semaine. Ce pacte consacre à la région une enveloppe de 2 milliards d'euros, dont près de 1 milliard pour un plan en faveur du secteur agroalimentaire, en pleine crise. L'agriculture et les industries agroalimentaires

bretonnes, notamment la filière porcine et avicole, se sont pourtant développées sur la base de production de masse de produits peu valorisés, destinés en partie à l'exportation. Cette production est aujourd'hui fortement concurrencée par les pays émergents ou par des pays de l'Union européenne qui, comme l'Allemagne ou le Danemark, pratiquent un dumping social en employant massivement des salariés d'Europe centrale et orientale sous-payés en utilisant les failles de la directive européenne sur le détachement des travailleurs. Loin d'essayer de pérenniser un modèle désastreux, la solution consiste à mettre en œuvre un plan de reconversion de l'industrie agroalimentaire bretonne. Celui-ci devrait être basé sur un élevage et une agriculture plus respectueuse de l'environnement et des hommes, pour des produits de meilleure qualité, la relocalisation de la transformation, la fin de la concentration des outils de travail et une juste rémunération du travail salarié et paysan.

Le mal nommé « pacte d'avenir » du gouvernement n'en a donc aucun. Il s'affranchit de tous les problèmes écologiques et n'apporte aucune solution économique. Simple manœuvre dilatoire pour obtenir un répit politique, il démontre une nouvelle fois l'incapacité de ce gouvernement à sortir des sentiers battus et à se tourner vers l'avenir.

● GUILLAUME LIÉGARD

**Le « pacte
d'avenir pour
la Bretagne »
s'affranchit
de tous les
problèmes
écologiques
et n'apporte
aucune solution
économique.**



Isabelle Lorand

Hollande, Tu Vas Abdiquer

A

u-delà des querelles de chiffres, la marche du 1^{er} décembre est un fait politique incontestable. Hormis le Front de gauche, quelle autre force politique est-elle capable de rassembler plusieurs dizaines de milliers de manifestants ? En tout cas, depuis 30 ans pas d'exemple. Malheureux comme la pierre des chamailleries en son sein, les militants du FDG n'attendaient que le top départ pour reprendre le chemin de l'espoir. Alors à peine la marche annoncée que la potion magique de la réussite s'est comme par miracle remise à bouillir. Comme ça fait du bien en cette triste époque pour les amoureux de l'émancipation. Seule force politique résolue à porter les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, le FDG est désormais en responsabilité du bateau gauche. Pas étonnant que les déçus du Hollandisme soient disponibles. D'autant que l'augmentation de la TVA, cette mesure prise pour financer les 20 milliards de crédit d'impôt MEDEF, incarne la trahison d'un gouvernement élu par le peuple de gauche. Qui aurait pu imaginer une telle imposture en mai 2012 ? Dire

qu'au bon vieux temps du programme commun, la gauche prévoyait de supprimer la TVA sur les produits de première nécessité ! Et pour cause, la TVA est si injuste. Cet impôt indirect représente environ 70 % des impôts payés par les salariés moyens : pour 100 € d'impôts sur le revenu, plus de 200 € d'impôts en TVA. Pire, la TVA touche les plus modestes que l'on dit non imposables. En réalité, en proportion, plus tu es pauvre et plus tu payes. Et cerise sur le gâteau, la TVA est un impôt sur lequel on paye des impôts. Bref, le complet poisson et banane !

« Non à la hausse de la TVA », cet objectif clair et net est d'autant plus mobilisateur qu'il apparaît comme atteignable. Lorsqu'au 1^{er} janvier, l'habillement, les médicaments, l'électricité, les transports... vont augmenter, il est vraisemblable que le peuple se lève pour dire « Stop la galère ». Et là, Monsieur Hollande n'aura pas d'autre choix que de renoncer à la hausse de la TVA. Émanation d'un tel mouvement, les états généraux de la réforme fiscale pendraient une force considérable. Tant il est vrai que les mouvements sociaux sont des phases d'accélération des consciences. ●

Les ambitions européennes de Marine Le Pen

Le FN fait feu de tout bois et prépare déjà la consultation européenne en tentant de mettre en place une alliance des partis d'extrême droite européens. Comment ne pas altérer l'image soft que Marine Le Pen veut promouvoir ? C'est le risque et l'enjeu de cette alliance.

En cherchant à construire une alliance entre les partis d'extrême droite européens, Marine Le Pen joue gros. Elle conduit cette opération continentale alors que le FN cherche à couper les liens visibles avec l'histoire réprouvée : le racisme de base, la nostalgie nazie ne sont plus tolérés dans les instances du parti. Des têtes de liste aux municipales ont été radiées des cadres tandis que la direction du parti cherche à étouffer les témoignages de cette réalité ancrée au sein du FN.

Et pourtant Marine Le Pen prend le risque de faire la tournée de partis pour construire une internationale européenne qui ancrerait sa formation dans une communauté d'histoire, celle de l'extrême droite dans toutes ses expressions.

Malgré les risques de brouillage du message, l'objectif poursuivi est stratégique : il s'agit de conforter le poids politique du FN et Marine Le Pen sait que cela passe par une influence à l'échelle européenne.

Ainsi, six partis politiques d'extrême droite vont s'unir pour les élections européennes de mai 2014. Leur objectif commun : devenir la « troisième force » du Parlement. S'ils y parvenaient nul doute que le retentissement dans les

politiques de l'UE serait sensible. L'alliance a été scellée le 15 novembre à Vienne. À l'invitation du FPO autrichien, se sont retrouvés des représentants du Front national, emmenés par Marion Maréchal Le Pen, de la Ligue du Nord, en Italie, des Démocrates suédois, du Vlaams Belang, en Belgique et du SNS slovaque.

PLUS DE VOIX

Leur accord politique se fait sur une réorientation de l'Europe. Ils plaident pour « *le maintien de la souveraineté nationale contre le centralisme de Bruxelles* » et une « *conservation des identités culturelles des peuples européens, contre une immigration massive et une islamisation de l'Europe* ». Les « *racines chrétiennes* » du continent européen constituent un socle du discours. Ces partis ont en commun de tourner le dos à l'antisémitisme pour privilégier la défense de l'Occident contre la menace islamiste.

Tous espèrent un surcroît de légitimité dans leur propre pays. Le FN se montre particulièrement actif dans la constitution de cette alliance ; Les leaders FN sont de toutes les réunions et multiplient les bilatérales. En octobre, Marion Maréchal-Le Pen intervenait à une réunion du Vlaams Belang belge. Le 8 novembre, Marine Le Pen rencontrait à Stockholm les responsables des

Démocrates suédois, crédités de 10 % des intentions de vote.

Marine Le Pen fait de ce pôle un filtre pour éliminer les petits groupuscules. En ce sens aussi il s'agit d'un jalon dans la dédiabolisation de son parti. Elle le dit sans détour : « *Je veux tourner le dos à l'ensemble des mouvements qui ne sont pas sur les mêmes grandes lignes que nous ou qui n'ont pas le sérieux nécessaire pour réfléchir avec nous. Je veux travailler avec des partis crédibles et de tout premier plan.* » Ainsi, elle a exigé et obtenu de Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch qu'ils quittent l'Alliance européenne des mouvements nationaux qui regroupait des formations radicales.

La conquête d'un groupe au Parlement leur ouvrirait une nouvelle visibilité et leur donnerait des moyens accrus. Pour cela, il leur faut atteindre vingt-cinq élus répartis dans au moins sept pays de l'Union européenne. Concrètement cela signifie gagner des élus en provenance de deux nouveaux pays. Si l'extrême droite parvient à former un groupe au Parlement européen, elle aura plus de moyens (collaborateurs, bureaux, secrétariat, communication, etc.) mais aussi un temps de parole proportionnel à sa taille. Occasion de se faire entendre dans une enceinte où elle est, pour l'instant, marginalisée.●

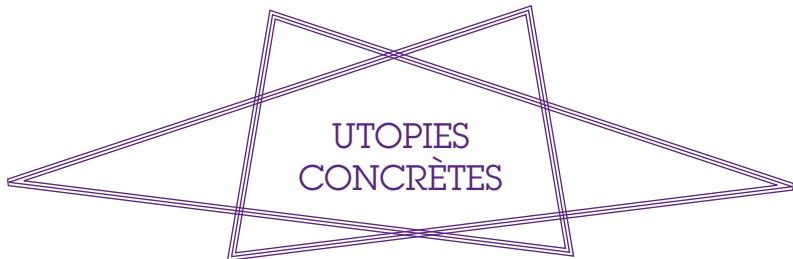
CATHERINE TRICOT

LES RÉCALCITRANTS

Le projet d'Alliance ne fait pas l'unanimité des partis d'extrême droite. Les Finlandais et les Danois ont clairement refusé le rapprochement avec cette alliance en construction.

Le vice-président du Parti du peuple danois, Soren Espersen, a déclaré : « *Il n'y a aucun doute qu'il y a des aspects antisémites au Front national.* » Même son de cloche chez l'unique député européen du Dansk Folkeparti, Morten Messerschmidt, qui considère que les partis qui participent à cette alliance sont trop éloignés de son parti sur des questions comme Israël ou celles relatives à la liberté et la démocratie. « *Et ces partis ont trop de cadavres dans les placards pour que nous voulions travailler avec eux.* »

En Finlande, le parti des Vrais Finlandais (PS) de Timo Soini, seul député européen (9,8 % en 2009), a aussi refusé de participer à cette alliance anti-Union européenne. Les Vrais Finlandais sont actuellement deuxièmes dans les sondages, avec 18,9 %, derrière le Parti conservateur. Il s'est aligné sur les Britanniques du United Kingdom Independence Party (UKIP) au sein du groupe Europe of Freedom and Democracy au Parlement européen. Le représentant du UKIP a quitté la direction de l'Alliance européenne pour la liberté.



Bitcoin, ange ou démon ?

Mariage de l'idéologie libertarienne et des technologies informatiques, le bitcoin est une nouvelle monnaie... électronique.

Indépendante de tout gouvernement, elle repose sur un réseau d'ordinateurs permettant la validation des transactions.

Bitcoin, le dernier sujet à la mode des repas entre amis. Quoi? vous n'avez pas encore fait l'acquisition de bitcoins? On peut même maintenant commander sa pizza avec des bitcoins! Il paraît même qu'il existe au Canada un distributeur de bitcoins! Comme son nom l'indique, il s'agit d'une monnaie (coin) intégralement numérique (bit). Particularité, elle n'est rattachée à aucun État, à aucune banque centrale ou un quelconque organisme centralisé. Pour certains, ce serait la monnaie idéale, réalisant de facto sur le plan monétaire une Internationale débarrassée de toute autorité.

Conçu en 2009 par un certain Satoshi Nakamoto qui n'a probablement de japonais que son nom et qui représente sans doute plus un collectif qu'un individu isolé, ce système monétaire repose sur un anonymat total des détenteurs. Les comptes de bitcoins ne sont accessibles que par des codes numériques. Pour que le système fonctionne, des individus mettent à disposition leurs ordinateurs afin de contrôler l'intégrité de la totalité des transactions, les réconcilier et établir à un instant t l'état de l'ensemble des comptes. Ces opérations se déroulent toutes les dix minutes. Lorsqu'un ordinateur a réussi cette opération, son propriétaire reçoit des bitcoins nouvellement émis. C'est ainsi que fonctionne sa création monétaire, ce

qui explique le nom de « mineurs » donné à ces opérateurs, allusion à la période héroïque des chercheurs d'or. Le système est fait pour que le nombre de bitcoins émis dans le temps diminue de moitié tous les quatre ans pour atteindre 21 millions aux alentours de 2040. Un peu plus de 11 millions ont été émis à ce jour.

UN RÉSEAU ANONYME

Vous ne possédez pas de puissance de calcul et surtout de compétences informatiques et cryptographiques pointues? Vous pourrez néanmoins participer à cette aventure en faisant l'acquisition de bitcoins contre à peu près tout ce que vous voulez. Vous êtes un commerçant en ligne, vous pouvez vendre en bitcoins, ce qui revient à échanger des biens ou services contre ceux-ci. Vous souhaitez acheter avec des bitcoins, il existe des plates-formes informatiques qui vous permettent d'échanger vos euros, vos dollars, vos yens. Bref, il s'agit d'une monnaie flottante par excellence. Son cours donne d'ailleurs le mal de mer. D'une valeur insignifiante à ses débuts, l'année 2013 a été celle de tous les excès. D'une dizaine d'euros en début d'année, celui-ci marquera un palier à partir du mois de mai en se stabilisant autour des 100 euros non sans avoir connu son maximum aux alentours des 200 euros au mois d'avril. En octobre, l'engouement et sa popularité font remonter son cours. Le 25 novembre, il

cote 600 euros pour monter à 900 euros le 30 novembre et redescendre vers les 750 euros ensuite. Plus 7400 % en moins d'un an. Qui dit mieux ? Mais quel sera son cours au moment où vous lirez ces lignes ?

Son utilisation en dehors de tout cadre légal et étatique lui donne un caractère sulfureux. Le 2 octobre 2013, le site Silk Road, véritable supermarché de la drogue et des armes en ligne était fermé et son fondateur arrêté en Californie. La seule monnaie que pouvait utiliser ce site était le bitcoin. Il opérait sur le Darknet, un sous-réseau crypté d'Internet dans lequel il est impossible de localiser les ordinateurs ainsi que les protagonistes. Si ce réseau est utilisé pour le meilleur, la protection des opposants politiques, il est aussi celui qui contient le pire, comme par exemple le commerce des armes ou la pédopornographie. Le bitcoin complète idéalement ce réseau car il est la seule monnaie qui permette l'anonymat total dans les transactions financières. Cependant, il est loin d'être totalement sécurisé : certaines plates-formes d'échange ont fait l'objet de cyberattaques au cours desquelles de nombreux comptes ont été vidés. Nous sommes ici dans un no man's land juridique qui interdit tout recours : c'est la loi du plus efficace technologiquement qui prime. Enfin, comment traiter fiscalement les transactions et notamment les plus ou moins-values réalisées sur le bitcoin ? Si la Thaïlande a purement et simplement

Le bitcoin est une monnaie flottante, son cours donne d'ailleurs le mal de mer.

interdit à ses résidents de l'échanger et de l'utiliser, l'Allemagne a décidé de reconnaître le bitcoin comme une monnaie numérique, ce qui ouvre la voie à des prélèvements fiscaux et remet ainsi en cause l'anonymat d'utilisation du bitcoin. La cohabitation entre les administrations publiques et une telle monnaie électronique anonyme reste donc pour l'instant incertaine.

MONNAIE ?

Mais au final, le bitcoin est-il vraiment une monnaie ? On confère à une monnaie trois attributs. Celui d'être un moyen d'échange utilisable à tout instant. C'est le cas. Celui de mesurer la valeur à tout moment. C'est aussi le cas. Enfin, celui de constituer une réserve de pouvoir d'achat. Et là, le compte n'y est pas. Le bitcoin est une valeur spéculative fortement volatile. S'il n'a tendanciellement fait que monter, il a aussi connu des chutes spectaculaires et rien ne garantit qu'il montera toujours.



Historiquement, la monnaie était du métal précieux: les souverains frappaient des pièces d'or ou d'argent qui avaient une valeur intrinsèque. Plus tard, d'astucieux commerçants, ancêtre de nos banquiers, ont proposé l'émission de papier en contrepartie d'une quantité d'or qu'ils stockaient en garantie. C'est l'apparition de la monnaie fiduciaire. Comme le stock d'or était limité et ne suffisait plus pour les besoins de l'économie, il a fallu trouver un autre actif. C'est ainsi que l'on crée désormais de l'argent lors des octrois de prêts en plaçant la créance en contrepartie de la création monétaire. Les Systèmes d'échange locaux (SEL) fonctionnent aussi sur ce principe: lorsque l'on réalise une prestation à

l'intérieur du groupe, on se retrouve crédité, ce qui signifie que désormais le groupe devient redevable de quelque chose. Nos monnaies actuelles sont donc basées sur des créances. Ceci signifie qu'une création monétaire doit ultérieurement se conclure par une destruction, lorsqu'un emprunt est remboursé ou que l'on a reçu un service en contrepartie d'un compte créditeur. C'est cette destruction monétaire qui valide a posteriori la création: on a créé de la monnaie pour un emprunt en contrepartie de la créance; cette créance n'a de valeur que si l'emprunt est remboursé, ce qui détruit simultanément la monnaie créée. Cette forme de monnaie constitue donc un lien social et donc

Si l'or est matériel, le bitoin ne l'est pas et la seule explication de sa valeur est l'attachement des participants à son système.

un enjeu politique. Avec le bitcoin, la monnaie est certes créée en fonction d'un service – le « minage » – mais elle ne se détruit jamais, un peu comme l'or. Mais si l'or est matériel, le bitoin ne l'est pas et la seule explication de sa valeur est l'attachement des participants à ce système. Est-ce que le bitcoin ouvrira une nouvelle ère monétaire qui verrait l'abandon des monnaies de créance ? C'est pour l'instant difficile à croire tant ce produit reste profondément volatile. Par ailleurs, ce sont les besoins de l'économie ou d'un SEL qui déterminent la quantité monétaire en circulation à la condition, bien entendu, que la crédibilité de la monnaie reste solide vis-à-vis de ces usagers. Or la quantité de bitcoins en circulation est plafonnée, la masse monétaire n'étant nullement déterminée par les besoins économiques. Voilà

qui nous éloigne aussi d'une monnaie d'avenir. Les bitcoins rémunèrent ceux qui gèrent le système. Qui sera intéressé à la poursuite de sa gestion lorsque les 21 millions de bitcoins auront été émis vers 2040 ? Peut-être que cette aventure se terminera en une magnifique pyramide de Ponzi. Dans ce cas, il est probable que ses précurseurs et le mystérieux Satoshi Nakamoto seront loin et auront pris soin de convertir leurs bitcoins en monnaies sonnantes et trébuchantes, les millionnaires de la bulle des années 2000 apparaissant alors comme des amateurs en comparaison. Quelle qu'en soit l'issue, le bitcoin reste aujourd'hui le cocktail le plus détonnant qui soit du mariage de l'idéologie libertarienne et de la technologie informatique.

● **BENOIT BORRITS**



L'OPINION
AU SCALPEL

**150 000 jeunes
répondent à 143 questions**

Portrait d'une génération

**Génération quoi ?, l'enquête réalisée
par France 2, passe les 15-35 ans
au scanner. Décryptage.**

Sur plusieurs mois, France 2 a organisé une exceptionnelle enquête sur les jeunes de 15 à 35 ans. *Génération quoi ?* se compose de

143 questions mises en ligne sur le site de France 2. Élaborée par des sociologues, l'enquête est mise en scène de façon extrêmement interactive : chacun peut voir la totalité des réponses ou celles du segment qui l'intéresse. Près de 150 000 jeunes ont pris le temps de répondre à cette enquête (82 500 filles et 52 500 garçons). Avec une telle participation, on ne peut plus parler d'échantillon et on possède une photographie

très affinée de cette génération. Ces données sont enrichies de formidables petits films qui recueillent les paroles de jeunes remplissant l'enquête, jeune seul, en couple ou en groupe. Un commentaire qui donne sa chaire à l'esquisse au fusain.

Parmi les nombreuses vidéos, l'une d'elles rassemble les réponses ouvertes pour « définir sa génération ». Un bon coup de décapage aux simplifications de la génération Y. Sans surprise, les jeunes hésitent et cherchent leurs mots. Parmi les définitions qu'ils proposent on retiendra : perdue, fun, Internet, Peter Pan, blasée, Digital native, argent, optimiste, positive.

Argumentant sa réflexion l'un d'entre eux dira « *on ne vit pas dans un village mondial mais dans des huttes connectées* ». Un autre insistera sur le fait que sa « *génération n'est plus définie par un but commun, contrairement aux générations précédentes* ». L'ouverture d'esprit revient dans la bouche de plusieurs : « *On se moque de connaître les origines, la sexualité, le métier.* » Un autre parle de la connexion des crises. Le contexte apparaît comme moins heureux mais l'optimisme prévaut.

« Ma génération n'est plus définie par un but commun, contrairement aux générations précédentes»

DEMAIN SERA PIRE

Le sondage va fouiller. Ainsi à la question « **Tu penses que par rapport à la vie qu'ont menée tes parents, ton avenir sera : Plutôt meilleur, plutôt pire ou pareil ?** », les résultats sont 25 % plutôt meilleur, 47 % plutôt pire

et 27 % pareil. Les filles ont systématiquement une vision plus pessimiste de l'avenir. Et les jeunes actifs aussi. Ainsi 55 % des filles qui travaillent pensent que leur avenir sera pire que celui de leurs parents.

La question des représentations de genre a fortement évolué. Seuls 3 % des jeunes pensent qu'en temps de crise les hommes devraient être privilégiés dans l'emploi. Que la question même se pose rend dubitatif la plupart d'entre eux qui ne la comprend même pas. Elle en fait rire beaucoup. En 1980, près d'un quart des Français le pensait. De quoi surprendre la nouvelle génération. À ce titre la situation ne leur convient pas. 86 % des filles et 64 % des garçons pensent qu'on est encore loin de l'égalité homme/femme dans notre pays.

TROP DE PAUVRES

Par contre la percée des idées xénophobes ne s'exprime pas dans un racisme de base mais se retrouve dans la réponse à la question : « **En période de fort chômage, les emplois devraient-ils être réservés en priorité aux Français ?** » 37 % des 15-35 ans sont d'accord. L'enquête révèle que les jeunes Français sont les moins influencés par ces idées en Europe. S'en réjouir et/ou s'en inquiéter ?

49 % des jeunes pensent qu'un jour peut-être ils partiront vivre à l'étranger. Et 85 % pensent qu'ils pourraient être heureux sans vivre en France.

Le couple reste une valeur forte

92 % des jeunes pensent que l'argent tient une place trop importante dans notre société.

et 75 % pensent que la fidélité lui est indispensable.

Pour réussir dans la vie, on ne peut compter que sur soi-même est la question qui a reçu le plus de réponses. Avec un partage exact à 50/50.

37 % des jeunes pensent être maîtres de leur destin, aux commandes de leur vie. Pas si mal.

La question sociale est présente dans le questionnaire. 92 % des jeunes répondent qu' « *aujourd'hui, l'argent tient une place trop importante dans notre société* ».

85 % pensent qu'il y a de plus en plus d'inégalité dans notre société. Le chiffre monte à 87 % chez les jeunes actifs.

Trop de pauvres (93 %) mais seulement 55 % pensent qu'il y a trop de riches. On notera que plus on est jeune plus on pense qu'il y a trop de riches (les 15/20 ans qui sont déjà au travail le pensent à 63 %).

Tous âges, tous sexes, toutes situations sociales (étudiants ou actifs), 61 % des jeunes se disent prêts à participer à un mouvement de révolte de l'ampleur de mai 68. Et 58 % déclarent s'être déjà investis dans un projet extraprofessionnel ou extrascolaire... et aimer ça.

Motivés les jeunes !

Sans surprise chez les 15/35 ans les trois priorités sont l'emploi (51 %), l'environnement (31 %), et l'école (29). Chez les filles la question de l'emploi requiert même 56 % des votes. Parmi les actifs, l'école sort du trio et le pouvoir d'achat prend la seconde place.

61 % des jeunes se disent prêts à participer à un mouvement de révolte de l'ampleur de mai 68.

Pourrais-tu être heureux

Sans drogue : oui à 93 %

Sans fast food : oui à 90 %

Sans alcool : oui à 76 %

Sans télé : oui à 73 %

Sans voiture : oui à 66 %

Sans téléphone portable : oui à 59 %

Sans Internet : oui à 50 %

Sans pratiquer un sport : oui à 46 %

Sans série télé : oui à 41 %

Sans contraceptif : oui à 37 %

Sans livre : oui à 22 %

Sans musique : oui à 13 %

Sans amis : oui à 7 %.

Cette enquête est un puits sans fond.

Une mine. ● CATHERINE TRICOT



Par Raymond Macherel

François Hollande « I-télévisé et BFMisé » dans l'affaire Leonarda

**Allocution du président de la République
et réaction en direct de Leonarda Dibrani,
sur I>télé & BFM-TV, le 19 octobre 2013.**

C'est mort! C'est mort! », dit Leonarda Dibrani à François Hollande, en direct à la radio et sur l>télé et BFM-TV le 19 octobre dernier, quelques secondes après que le Président de la République se soit lui-même exprimé pour justifier l'expulsion de la jeune adolescente et de sa famille au Kosovo dix jours plus tôt. « *Pas de famille d'accueil pour moi*, lui répond-elle avec émotion et colère. Je veux être avec ma famille. Je ne veux pas la quitter maintenant... » Le trottoir devant une maison de Mitrovica sert de décor à la scène. Les chaînes d'information continue tiennent l'antenne. Autour de Leonarda, sa famille au complet va et vient, bord cadre et à l'arrière-plan, saisie par les caméras et les micros qui se tendent. Des journalistes entrent dans le champ. L'envoyé spécial de BFM-TV relance Leonarda avec une fausse question : « *Vous dites que le Président n'a pas compris votre situation ?* » Leonarda confirme, à l'intention du journaliste comme du Président de la République dont elle a pu suivre manifestement l'allocution : « *Non, il a pas bien compris ma situation, du tout, euh... le Président. Du tout. À mon avis, il a même pas ouvert tous les dossiers de ce qu'on a fait. À mon avis, il les a même pas regardés. Il a dit ça au hasard, pour découvrir, ch'sais pas, la politique...* Ch'suis pas... Ch'sais pas... Comment

dire... Ch'suis pas une chienne ! Pour me tirer par le poignet... Ch'suis pas un animal ou ch'sais pas quoi. Vous avez vu, vous me parlez gentiment, je vous parle gentiment. Si vous me parlez mal, je vous réponds mal. »

C'est bien une jeune adolescente de 15 ans qui s'exprime, comme les professeurs de nos collèges et lycées les connaissent bien. Le dispositif médiatique lui a permis de répondre au Président de la République qui a cité par trois fois son prénom et vient de lui proposer « *compte tenu des circonstances et si elle souhaite poursuivre sa scolarité* », de revenir en France, « *et à elle seule* ». Deux images se suivent, se télescopent, se répondent devant des millions de téléspectateurs. « Moi Président » Hollande d'un côté, sous les ors de l'Élysée, Leonarda « et elle seule » de l'autre, sur un trottoir, hors de France. Le tout en direct, diffusé à des millions de téléspectateurs jusqu'aux écrans plasma de nombreux bistrots et bars-tabacs de France.

C'est l'épisode paroxystique de ce que les médias ont hissé au rang d'*« affaire Leonarda »*, depuis que le 14 octobre, le Réseau éducation sans frontières (RESF) a révélé les circonstances de l'interpellation de la jeune collégienne dans un bus scolaire. Leonarda se rendait avec ses camarades à Sochaux pour y visiter les usines Peugeot. Sous la responsabilité de Stéphane Frattaci, Préfet du Doubs, le car a été arrêté en chemin et, sur le parking du

collège Lucie Aubrac où le hasard les a conduits, Leonarda a été interpellée par les policiers de la Police de l'Air et des Frontières. Sur le blog de RESF hébergé par Mediapart, son enseignante Mme Giacoma raconte : « *Elle a beaucoup pleuré, je l'ai prise dans mes bras pour la réconforter et lui expliquer qu'elle allait traverser des moments difficiles, qu'il lui faudrait beaucoup de courage... Une voiture de police est arrivée, deux policiers en uniforme sont sortis. Je leur ai dit que la façon de procéder à l'interpellation d'une jeune fille dans le cadre des activités scolaires est totalement inhumaine et qu'ils auraient pu procéder différemment, ils m'ont répondu qu'ils n'avaient pas le choix, qu'elle devait retrouver sa famille... »*

ALLOCUTION DEPUIS L'ÉLYSÉE

« L'affaire Leonarda... » En quelques jours, on a compris en effet que des grands médias et des personnalités du monde politique faisaient « affaire » avec le sort d'une enfant qui ne demandait rien. Pourquoi cette séquence médiatique intense qui a mis cette enfant malgré elle sous les feux de l'actualité ? C'est un enchaînement de circonstances. Une montée en pression médiatique propre à notre temps où politique et communication se confondent et engagent les intérêts de personnages de premier plan. « *Est-ce que la gauche de la gauche veut la peau de Manuel*

Valls ? », écrivent des commentateurs. « Qui de Manuel Valls ou François Hollande sortira vainqueur de ce bras de fer politique ? », s'interrogent d'autres. La pression a été accentuée par la capacité de diffusion en direct des chaînes d'information continue. I>Télé et BFM-TV ont produit la rencontre improbable d'un Président passablement aux abois, au verbe lourd et confus, et de la jeune Leonarda à la langue française bien pendue.

Sur I>Télé le samedi 19 octobre, le présentateur en plateau annonce vers 13 h 15 : « *Toutes nos équipes sont mobilisées, les réactions, mais d'abord l'intervention du Président de la République... »* Un bandeau en incrustation signale : « *F. Hollande va s'exprimer depuis l'Élysée. Procédure d'expulsion validée. »* L'habillage du plateau affiche les mots « Week-end » et « Newsroom ». François Hollande va s'exprimer. Il s'est vu contraint de descendre dans l'arène par la prise de position précipitée de son Premier ministre à l'Assemblée, par la menace calculée de démission de Manuel Valls, par les manifestations de solidarité des lycéens... L'autorité du Président est par ailleurs contestée depuis des mois. Son conseiller presse, Christian Gravel, et son équipe de communicants, sous la baguette de Claude Serillon, un ancien présentateur de JT, ont réglé la hauteur de son intervention au plus haut : allocution depuis l'Élysée. Au même niveau que lors du déclenchement de la guerre au Mali en

Les maîtres de la communication présidentielle sont tombés dans un piège tendu par les chaînes d'information continue.

janvier et de l'aveu du ministre Cahuzac en avril. François Hollande parle, sous la cloche de verre de l'Élysée, cadrage poitrine, pupitre, prompteur, regard caméra, rideaux de velours, drapeaux, jardins à l'arrière-plan : « *Même si la prise en charge de la collégienne a eu lieu à l'abri des regards, c'est une infraction par rapport à ce que l'on peut penser être la possibilité d'interroger une enfant. Il n'y a donc pas eu de faute et de ce point de vue la loi a été parfaitement respectée. Mais il y a eu un manque de discernement dans l'exécution de l'opération.* » Hollande a tranché. Au cœur de l'actualité et dans le vif d'une famille : « *La France c'est la République et la République c'est la fermeté dans l'application de la loi.* » Suivant à la lettre le rapport de l'Inspection générale de l'administration (IGA) sur « Les modalités d'éloignement de Leonarda Dibrani », l'expulsion est confirmée. Mais le dernier mot ne lui revient pas, et le verbe élyséen se

brisent sous l'écran d'I>Télé et de BFM-TV qui vont relayer tout l'après-midi le cri du cœur de Leonarda et son adresse ciblée au peuple de France : « *Je veux revenir en France avec ma famille. Je reviendrai en France, et je ferai la loi.* » Leonarda parle de la loi de la République, comme « François ».

PRIORITÉ AU DIRECT

Les maîtres de la communication présidentielle sont tombés dans un piège tendu par les chaînes d'information continue. D'où, au-delà du calamiteux jugement de Salomon et du dérapage de l'esprit de synthèse, les qualificatifs de « *ratauge* », de « *contre-performance* », de « *fiasco* » qui abondent dans la presse pour décrire la séquence. Même recouverte par l'actualité sans répit, l'affaire Leonarda apparaît comme une voie d'eau dans le pédalo, ce fameux bateau sans voile auquel manque le gouvernail.

« Dictature de l'urgence » ? « Dictature de l'émotion » ? I>Télé et BFM-TV sont l'un des instruments médiatiques de cette scénarisation du réel et de l'actualité qui modifie notre rapport au temps politique. Le fameux storytelling qui occulte les vrais problèmes, comme le dit Christian Salmon. Le slogan de l'une de ces chaînes, « *priorité au direct* », signe la force de frappe de ces nouveaux médias capables à tout moment de « *casser l'antenne* » pour répondre à l'urgence fabriquée d'une situation ou pour présenter comme une séquence

I>télé et BFM-TV sont des instruments médiatiques qui scénarisent l'actualité et modifient notre rapport au temps politique.

de premier plan tel ou tel événement, dans un « habillage » calqué sur les chaînes américaines. « *La famille [Dibrani] a vite appris le sens de la mise en scène* », ose écrire Alain Salles dans *Le Monde.fr* sans évoquer les énormes moyens dont disposent I>télé et BFM-TV pour scénariser l'actu. Le Président doit « *intégrer les mécanismes de réaction propres aux réseaux sociaux et à l'usage de l'information en continu dont Leonarda a joué avec talent* », écrit Denis Pingaud dans *Libération* comme s'il s'agissait d'un personnage de télé-réalité.

LES « HORS » DE LA RÉPUBLIQUE

Car l'actualité ne commande rien et tout ce que nous voyons à l'image est scénarisé. L'actualité n'est pas ce Dieu tout puissant, omniscient, bienfaisant ou vengeur, qui à dessein donnerait en pâture à l'opinion son lot de malheurs quotidiens, de polémiques éphémères, d'annonces prophétiques. Tout cela fait l'objet de choix réfléchis par des équipes rédactionnelles, soutenues par les impératifs d'équipes commerciales et surveillées à bonne distance par des pouvoirs institués. L'actualité est

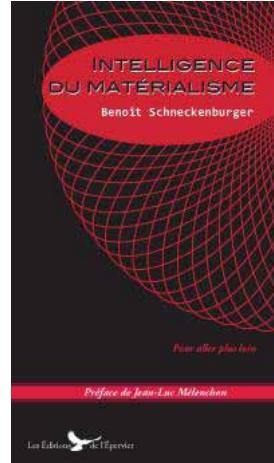
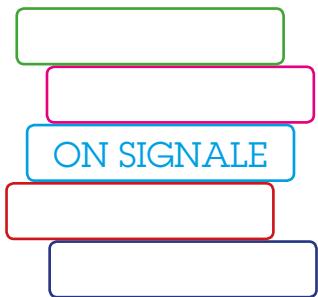
une matière tissée de faits pris dans la société des Hommes. Il arrive que l'actualité soit un marronnier, la mort d'une figure reconnue, une soirée de football ou une soirée électorale. Il arrive très souvent que l'actualité ait un nom et un visage, comme dans l'affaire Leonarda qui a prêté le sien à l'ensemble des Roms pourchassés.

La scène tragique qui s'est jouée entre le Président et Leonarda est d'un genre inédit. Dans le théâtre de l'information « I>télévisée » et « BFM-isée », elle a fait se rencontrer deux espaces, deux langues, deux pouvoirs, deux dilemmes, et des coeurs irréconciliés. Il faut dire la force et l'intensité dramatique de cette scène derrière laquelle passent les ombres des personnages secondaires : le conseiller en communication du Président, le ministre de l'Intérieur, l'enseignante franc-comtoise, les lycéens en colère. Et dans la lumière des plateaux ou sous les feux du direct, les journalistes sur le qui-vive, pressés par leurs rédacteurs en chef. Au-dessus des événements planent les désordres cœdipiens de la famille, le « Dieu » ou la « Bête » actualité, qu'il faut apprivoiser, dévorer ses enfants sous nos yeux fascinés.

*« L'Élysée aurait souhaité un délai de décence entre les deux », racontera quelques semaines plus tard Alain Weill, le PDG du groupe Next-RadioTV auquel appartient BFM-TV. « Avec la majorité, la polémique est redescendue. J'ai vu François Hollande il y a un mois, il m'a dit en souriant que nous n'étions pas pires que d'autres. » Tout dans l'affaire Leonarda est de l'ordre du symptôme. Et d'abord ces mots du Président qui parle la langue de la v^e République, analysée par Éric Hazan dans *LQR, la propagande au quotidien* (éd. Raison d'agir, 2006), et qui veut masquer la violence des faits : « Mesure d'éloignement », « Prise en charge », « à l'abri des regards », « Manque de discernement »... Hazan cite Klemperer pour qui le III^e Reich n'a forgé que très peu de mots mais « a changé la valeur des mots et leur fréquence [...] , assujetti la langue à son terrible système, gagné avec la langue son moyen de propagande le plus puissant, le plus public, et le plus secret. » Symptomatique cette parole du monarque républicain, hors sol et cherchant à concilier l'impossible, à tenir les cordes de la gauche bien-pensante et de l'idéologie d'extrême droite. L'écrivain Alexandre*

Jardin a vu François Hollande et Leonarda Dibrani sur *l>Océan* ou BFM-TV ce jour-là : « À 15 heures, je me suis demandé s'il était fou. Dans un pays à deux doigts de péter on découvre un type qui dit un truc fou. On voit Louis XVI, un type qui n'arrive pas à trancher. Il oublie juste que [Leonarda] c'est quelqu'un de réel. »

Une enfant a été expulsée hors de la maison France. Alors que Hollande a été filmé à l'abri sous les ors de son Palais, les images ont montré Leonarda dans un cadre extérieur, hors de sa maison, hors de son école, hors d'elle, et finalement hors de la République. La proposition du Président est allée jusqu'à vouloir la séparer de sa famille, comme si l'on pouvait encore l'expulser, un peu plus loin encore, hors de sa vie de jeune adolescente en France. Il faut espérer qu'après avoir été interpellée sur le parking du collège Lucie Aubrac, être passée par le centre de rétention « Manuel Valls » et avoir été exhibée dans la « Newsroom » de *l'Océan* et de BFM-TV à Mitrovica, Leonarda retrouve au plus vite ses camarades du collège André Malraux qui jouxte le Lycée Toussaint Louverture à Pontarlier dans le Doubs. **● RAYMOND MACHEREL**



MATÉRIALISME VS IDÉALISME

Vous avez toutes les chances de rencontrer Benoît Schneckenburger, dans une manifestation du Front de gauche, l'air concentré, avec son oreillette, jamais très loin de Jean-Luc Mélenchon (qui a préféré son travail). Il est en effet responsable du service d'ordre du Parti de gauche. Or ce militant et dirigeant est en même temps un philosophe érudit, un spécialiste reconnu des matérialistes de l'Antiquité et du philosophe anglais du XVI^e siècle, Thomas Hobbes.

Il vient de publier un petit livre consacré à cette « attitude de pensée » que constitue la philosophie matérialiste. On le lira comme un bel ouvrage d'éducation populaire, une élégante vulgarisation, au sens noble du terme, de plusieurs siècles de philosophie savante. Le philosophe ne cesse pas d'être militant. Son but est de donner à voir et de défendre le parti pris matérialiste contre toutes les déformations et caricatures de l'autre « camp », celui de l'idéalisme. Benoît Schneckenburger a ainsi la dent aussi dure que le coup-de-poing. Soyez sûrs que le résultat mérite le détour.

Apprécier n'est pas tout accepter, matérialisme oblige. La thèse des deux camps pluriséculaires (le matérialisme et l'idéalisme) est à la fois vraie et trop simple. Le singulier (« le » matérialisme) peut aisément dissimuler qu'il y a « des » matérialismes et « des » idéalismes. Tous les matérialismes ne se valent pas : il est des matérialismes mécanistes et d'autres plus ouverts à la dialectique, des matérialismes scientifiques et d'autres plus sensibles à la complexité historique des processus. À la limite, qui veut briser l'ordre établi pourra très bien trouver plus de ressources dans un idéalisme subtil que dans un matérialisme « vulgaire ». À bien y réfléchir, la propension idéaliste d'un Jean Jaurès est peut-être plus proche de l'esprit du matérialisme historique, que le matérialisme déclaré et parfois doctrinaire d'un Jules Guesde... Mais tout cela n'est que débat suscité par un livre honnête. Pour débattre utilement, il faut d'abord lire. Dans ce cas précis, nul ne se plaindra de l'avoir fait.

Intelligence du matérialisme, de Benoît Schneckenburger, éd. de l'Épervier, 2013

● ROGER MARTELLI



Leila Chaibi

Billet doux

Pour faire entendre leurs coups de gueule contre la crise, des Espagnols ont eu cette idée géniale d'écrire des messages sur des billets de banque. « *Le peuple a faim* ». « *À l'attention des politiciens et banquiers je sais que ce message atterrira entre vos mains. J'en profite pour vous laisser un message privé : vous êtes des voleurs et des fils de p...* » Quelques photos diffusées sur les réseaux sociaux, et la méthode a fait des émules. Quelques semaines plus tard, les Tunisiens ont repris le flambeau et ont écrit sur des centaines de billets leur révolte à l'encontre du gouvernement d'Ennahda. Le mouvement a pris de l'ampleur, au point que la banque centrale de Tunisie, dans un communiqué, lance un appel à ne plus utiliser les billets comme moyen d'expression.

En France, contre la politique du ministre de l'Intérieur, un collectif a choisi il y a quelques jours d'apposer un coup de tampon « Manuel Valls, démission » sur des dizaines de billets.

Quand le billet de banque devient un support d'expression de la contestation, il est bien plus efficace qu'un tract. Un tract a malheureusement de fortes chances de finir, au pire, à la poubelle ou dans le caniveau, au mieux, plié en quatre dans le fond d'un sac à main sans

que trois lignes n'aient été lues. Tandis qu'un billet de banque ne se range pas au vide-ordures. Sa circulation est infinie, et avec elle, le nombre de lecteurs du message qui y est inscrit. Un jour dans les mains du vendeur de légumes, deux heures plus tard dans celles d'un client de la boulangerie, le lendemain chez le garagiste. Et le surlendemain, dans les paluches du banquier ou de l'actionnaire, dont on imagine la tronche énervée à la lecture du message qui lui est – souvent – destiné. On le voit résister à l'envie de déchirer le bout de papier comme il le fait d'ordinaire avec les tracts que lui distribuent les gauchistes le dimanche matin au marché. Mais il se retiendra. Il pensera à Serge Gainsbourg, et laissera finalement son briquet tranquille dans la poche de sa veste. Puis il dépensera son billet, et en même temps, deviendra malgré lui le porteur d'un discours insurrectionnel. Jouissif.

Il vous narre, ce billet de 10 euros dans votre porte-monnaie... Ne résistez pas plus longtemps, attrapez un stylo. ●